



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.770/2/V
du 12 septembre 2016

sur

une proposition de loi
'modifiant l'article 348-11 du
Code civil, en ce qui concerne
le refus de consentement de la
mère ou du père à l'adoption',

Doc. parl., Chambre,
2014-2015, n° 54-1152/001

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.770/2/V
van 12 september 2016

over

een wetsvoorstel 'tot wijziging
van artikel 348-11 van het
Burgerlijk Wetboek,
aangaande de weigering door
de moeder of de vader om toe
te stemmen in de adoptie',
Parl.St., Kamer, 2014-2015,
nr. 54-1152/001

Le 8 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur une proposition de loi 'modifiant l'article 348-11 du Code civil, en ce qui concerne le refus de consentement de la mère ou du père à l'adoption', *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-1152/001.

La proposition a été examinée par la deuxième chambre des vacations le 12 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 septembre 2016.

*

Op 8 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van zestig dagen, een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van artikel 348-11 van het Burgerlijk Wetboek, aangaande de weigering door de moeder of de vader om toe te stemmen in de adoptie', *Parl.St.*, Kamer, 2014-2015, nr. 54-1152/001.

Het voorstel is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 12 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 september 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

A. PRISE EN COMPTE DES ARRÊTS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

1. Selon les développements de la proposition de loi à l'examen, elle tend à rencontrer l'inconstitutionnalité relevée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 93/2012 du 12 juillet 2012, relative aux articles 348-3 et 348-11 du Code civil :

« B.1.1. La première question préjudicielle porte sur les articles 348-3 et 348-11 du Code civil, qui disposent :

‘Art. 348-3. Lorsque la filiation d'un enfant, d'un mineur prolongé ou d'un interdit est établie à l'égard de sa mère et de son père, ceux-ci doivent tous deux consentir à l'adoption. Toutefois, si l'un d'eux est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, sans aucune demeure connue ou présumé absent, le consentement de l'autre suffit.

Lorsque la filiation d'un enfant, d'un mineur prolongé ou d'un interdit n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs, seul celui-ci doit consentir à l'adoption’.

‘Art. 348-11. Lorsqu'une personne qui doit consentir à l'adoption en vertu des articles 348-2 à 348-7 refuse ce consentement, l'adoption peut cependant être prononcée à la demande de l'adoptant, des adoptants ou du ministère public s'il apparaît au tribunal que ce refus est abusif.

Toutefois, si ce refus émane de la mère ou du père d'un enfant, le tribunal ne peut prononcer l'adoption, sauf s'il s'agit d'une nouvelle adoption, que s'il apparaît, au terme d'une enquête sociale approfondie, que cette personne s'est désintéressée de l'enfant ou en a compromis la santé, la sécurité ou la moralité’.

[...]

B.3. Le juge constate que la seule manière pour une femme mariée à la mère d'un enfant au moment de la naissance de l'enfant et associée à un projet de coparentalité d'établir un lien de filiation avec cet enfant est d'adopter celui-ci, ce qui peut conduire à l'impossibilité d'établir ce lien lorsque, comme en l'espèce, la mère refuse de consentir à l'adoption dans les circonstances rappelées en B.1.2.

B.4. La Cour limite l'examen de ces questions à la situation décrite en B.1.2.

[...]

B.14. L'intérêt potentiel de l'enfant à bénéficier d'un double lien de filiation juridique l'emporte en principe sur le droit de la mère de refuser son consentement à l'adoption par la femme avec laquelle elle était mariée, qui avait engagé avec elle un projet de coparentalité avant la naissance de l'enfant et l'avait poursuivi après celle-ci, dans le cadre d'une procédure d'adoption.

L'exigence du consentement prévu par l'article 348-11 du Code civil poursuit un but légitime dès lors que l'article 356-1, alinéa 2, du même Code dispose que l'enfant qui fait l'objet d'une adoption plénière cesse d'appartenir à sa famille d'origine. Toutefois, l'alinéa 3 de l'article 356-1 dispose que l'enfant adoptif du conjoint de l'adoptant ne cesse pas d'appartenir à la famille d'origine. En conséquence, la mesure qui érige le refus du consentement de la mère en fin de non-recevoir absolue, sauf si la mère s'est désintéressée de l'enfant ou en a compromis la santé, la sécurité ou la moralité, et qui ne laisse donc au juge aucune possibilité de tenir compte de l'intérêt de l'enfant pour apprécier, le cas échéant, le caractère abusif du refus de ce consentement, n'est pas raisonnablement justifiée et n'est dès lors pas compatible avec les articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution.

[...]

B.17. Dès lors que la lacune définie en B.14 est située dans les textes soumis à la Cour, il appartient au juge *a quo* de mettre fin à l'inconstitutionnalité constatée par celle-ci, ce constat étant exprimé en des termes suffisamment précis et complets pour permettre que les dispositions en cause soient appliquées dans le respect des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution lus en combinaison avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

La modification apportée par l'article 2 de la proposition à l'article 348-11 du Code civil, permet de lever l'inconstitutionnalité dénoncée.

2. Il apparaît à l'analyse que la proposition rencontre également l'inconstitutionnalité constatée par la Cour dans son arrêt 94/2012 du 12 juillet 2012, relative aux articles 343, 356-1 et 356-2 du Code civil :

« B.1. Les articles 343, 356-1 et 356-2 du Code civil disposent :

‘Art. 343. § 1^{er}. On entend par :

a) adoptant : une personne, des époux, ou des cohabitants ;

b) cohabitants : deux personnes ayant fait une déclaration de cohabitation légale ou deux personnes qui vivent ensemble de façon permanente et affective depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption, pour autant qu'elles ne soient pas unies par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont elles ne peuvent être dispensées par le Roi ;

c) enfant : une personne âgée de moins de dix-huit ans.

§ 2. Il existe deux sortes d'adoption : l'adoption simple et l'adoption plénière’.

‘Art. 356-1. L'adoption plénière confère à l'enfant et à ses descendants un statut comportant des droits et obligations identiques à ceux qu'ils auraient si l'enfant était né de l'adoptant ou des adoptants.

Sous réserve des empêchements à mariage prévus aux articles 161 à 164, l'enfant qui fait l'objet d'une adoption plénière cesse d'appartenir à sa famille d'origine.

Toutefois, l'enfant ou l'enfant adoptif du conjoint ou cohabitant, même décédé, de l'adoptant ne cesse pas d'appartenir à la famille de ce conjoint ou cohabitant. Si ce dernier vit encore, l'autorité parentale sur l'adopté est exercée conjointement par l'adoptant et ce conjoint ou cohabitant’.

‘Art. 356-2. § 1^{er}. L'adoption plénière confère à l'enfant, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant ou de l'homme adoptant.

Toutefois, l'adoption plénière, par une femme, de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son époux ou cohabitant n'entraîne aucune modification du nom de l'enfant.

§ 2. En cas d'adoption plénière simultanée par deux personnes de même sexe, celles-ci déclarent devant le tribunal, de commun accord, laquelle des deux donnera son nom à l'adopté. Le jugement mentionne cette déclaration.

En cas d'adoption plénière par une personne de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son conjoint de même sexe ou cohabitant de même sexe, l'adoptant et ce dernier déclarent devant le tribunal, de commun accord, lequel des deux donnera son nom à l'adopté. Le jugement mentionne cette déclaration.

Le nom choisi par les adoptants conformément aux alinéas 1^{er} et 2 s'impose aux enfants adoptés ultérieurement par eux'.

B.2. Il est demandé à la Cour si l'article 343, § 1^{er}, b), du Code civil est compatible avec les articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ce que l'ancien partenaire du parent légal d'un enfant mineur, qui a cohabité de manière affective et permanente avec ce parent pendant au moins trois ans avant l'introduction de la demande en adoption de cet enfant, celui-ci étant né au cours de cette période, ne peut adopter cet enfant parce qu'il n'y a plus de cohabitation au moment de l'introduction de la demande en adoption, alors que la personne qui, au moment de l'introduction de la demande, cohabite depuis au moins trois ans de manière affective et permanente avec le parent légal de l'enfant mineur né au cours de cette période de cohabitation peut le faire.

Si la Cour estimait que cette question appelle une réponse positive, il est également demandé si les articles 356-1 et 356-2 du Code civil sont compatibles avec les articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ce qu'en cas d'adoption plénière d'un enfant mineur par l'ancien partenaire du parent légal de cet enfant, ces dispositions empêchent que l'enfant continue à appartenir à sa famille d'origine, alors que tel n'est pas le cas lors de l'adoption plénière par un partenaire cohabitant.

[...]

B.4. Il ressort des faits de la cause pendante devant le juge *a quo* que celui-ci doit se prononcer sur une demande en adoption plénière émanant de l'ancienne partenaire de la mère légale des enfants mineurs concernés.

Ces faits font également apparaître que les enfants n'ont pas de père légal, que le père biologique n'est pas connu, que la candidate adoptante et la mère légale ont eu dans le passé une relation affective qui a duré plus de trois ans, pendant laquelle les enfants mineurs concernés sont nés, qu'il existe aussi bien sur le plan moral que sur le plan matériel une relation parent-enfant de fait, durable, entre la candidate adoptante et les enfants et que tant la mère légale que les enfants concernés se déclarent explicitement d'accord avec l'adoption.

La Cour limite son examen des questions préjudicielles à la situation caractérisée par ces éléments.

B.5. Il découle de la lecture conjointe des dispositions en cause, telles qu'elles sont interprétées par le juge *a quo*, qu'une 'adoption plénière par un beau-parent' avec maintien des liens juridiques entre l'enfant concerné et sa famille d'origine est possible lorsque le candidat adoptant est marié au parent légal, lorsque le candidat adoptant et ce parent ont fait une déclaration de cohabitation légale ou lorsque le candidat adoptant et ce

parent cohabitent de manière permanente et affective depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption, pour autant qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition du mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi.

Par contre, lorsque le candidat adoptant et le parent légal ne sont pas mariés ni n'ont fait de déclaration de cohabitation légale et qu'ils ne cohabitent plus de manière affective au moment de l'introduction de la demande en adoption, une telle adoption plénière n'est pas possible. Dans ces conditions, il n'est pas relevant, en vertu des dispositions en cause, que le candidat adoptant et le parent légal aient cohabité de manière affective dans le passé pendant au moins trois ans, ni que l'enfant concerné soit né au cours de cette période, ni qu'il ait toujours existé une relation parent-enfant de fait entre le candidat adoptant et l'enfant.

B.6. La différence de traitement en cause est fondée sur un critère objectif, à savoir la circonstance que le candidat adoptant et le parent légal cohabitent ou non de manière affective et permanente depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption.

[...]

B.7.2. Il ressort de ce qui précède que le législateur a voulu permettre l'adoption conjointe par deux personnes non mariées – qui devaient encore être de sexe différent à l'époque de l'entrée en vigueur de la loi du 24 avril 2003, ce qui n'est plus le cas depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 mai 2006 – ainsi que l'adoption de l'enfant de la personne avec laquelle le candidat adoptant cohabite.

La condition relative à la cohabitation permanente et affective depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption a été justifiée par référence à l'intérêt de l'enfant. Selon les travaux préparatoires, il est dans l'intérêt de l'adopté, qui 'a déjà vécu un déracinement', qu'il aboutisse dans 'une famille, au sens commun du terme', laquelle doit, selon ces travaux préparatoires, être considérée comme un 'environnement stable' pour l'enfant.

B.8. Bien que la circonstance que le candidat adoptant et le parent légal cohabitent depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption n'offre pas de certitude qu'ils formeront tous deux à l'avenir une 'famille, au sens commun de terme', le législateur a pu estimer que la durée d'une relation constitue un indice de sa stabilité. Dans ce sens, il est pertinent de fixer des conditions en matière de durée de la relation pour les personnes qui n'ont pas consacré juridiquement leurs engagements mutuels dans un mariage ou une déclaration de cohabitation légale. En effet, de telles conditions peuvent éviter qu'un enfant soit adopté à la légère par une personne n'offrant pas suffisamment de garanties pour l'établissement d'une relation parent-enfant durable.

B.9. Il faut toutefois encore examiner si la différence de traitement en cause n'entraîne pas d'effets disproportionnés, en tenant particulièrement compte de l'article 22*bis* de la Constitution et de l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en vertu desquels l'intérêt supérieur de l'enfant doit constituer la considération primordiale pour toute décision concernant l'enfant, et en particulier pour des décisions en matière d'adoption.

[...]

B.12.2. En ce que les dispositions en cause, telles qu'elles ont été modifiées par la loi du 18 mai 2006, permettent exclusivement 'l'adoption plénière par un beau-parent' d'un enfant, avec maintien des liens juridiques entre cet enfant et sa famille d'origine, si le candidat adoptant est marié au parent légal de l'enfant concerné, a fait avec ce parent une

déclaration de cohabitation légale ou cohabite avec lui de manière permanente et affective depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption, elles empêchent l'ancien partenaire du parent légal de l'enfant de lier à la relation parent-enfant de fait, durable, qui existe, le cas échéant, entre cette personne et l'enfant des effets consacrant juridiquement les engagements auxquels cette personne offre de souscrire à l'égard de cet enfant, et ce tant que le législateur n'a pas prévu d'autres procédures.

B.12.3. Dans cette mesure, les dispositions en cause ont des effets disproportionnés par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur, lequel est dicté, comme cela a été rappelé en B.7.2, par la considération qu'il est dans l'intérêt de l'enfant – qui 'a déjà vécu un déracinement' – qu'il soit accueilli dans un 'environnement stable'. Dans les cas où la relation parent-enfant de fait entre un enfant et l'ancien partenaire de son parent légal est établie de manière durable, l'adoption de cet enfant par l'ancien partenaire, dès lors que les liens juridiques entre l'enfant et sa famille d'origine restent maintenus, n'aurait pour effet ni que l'enfant vive un déracinement, ni qu'il soit élevé dans un environnement devant être considéré, par définition, comme instable. Une telle adoption pourrait au contraire généralement contribuer à la stabilité de l'environnement dans lequel l'enfant grandit et confirmer juridiquement les rapports de fait existant au sein de cet environnement.

B.13.1. En ce que les dispositions en cause ne prévoient pas qu'un enfant mineur puisse, dans les circonstances définies en B.4, être adopté plénièrement par l'ancien partenaire du parent légal de cet enfant, avec maintien des liens juridiques entre l'enfant et sa famille d'origine et application des dispositions relatives au nom de l'enfant contenues dans l'article 356-2, § 2, alinéas 2 et 3, du Code civil, elles ne sont pas compatibles avec les articles 10, 11 et 22*bis* de la Constitution, combinés avec l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant ».

Depuis cet arrêt, si les articles 343 et 356-1 sont demeurés inchangés, l'article 356-2 a été remplacé par l'article 10 de la loi du 8 mai 2014 'modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté', puis modifié par l'article 3 de la loi du 18 décembre 2014 'modifiant le Code civil, le code de droit international privé, le Code consulaire, la loi du 5 mai 2014 portant établissement de la filiation de la coparente et la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté'¹. Ces modifications portaient toutefois, comme l'intitulé des lois l'indique, sur la transmission du nom en cas d'adoption plénière, ce qui n'est pas l'objet de l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Les modifications apportées par les articles 3 à 5 de la proposition aux articles 353-9, 356-1 et 356-2 du Code civil, permettent de lever l'inconstitutionnalité dénoncée.

¹ L'article 356-2 est désormais rédigé comme suit :

« L'adoption plénière confère à l'enfant, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant.

En cas d'adoption plénière simultanée par deux époux ou cohabitants, ceux-ci déclarent devant le tribunal que l'adopté portera soit le nom d'un des adoptants, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

En cas d'adoption plénière de l'enfant ou de l'enfant adoptif d'un époux ou d'un cohabitant, ceux-ci déclarent devant le tribunal que l'adopté portera soit le nom de l'époux ou cohabitant, soit le nom de l'adoptant, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

Le jugement mentionne la déclaration par laquelle les adoptants expriment leur choix visé aux alinéas 2 et 3.

Le nom choisi par les adoptants conformément aux alinéas 2 et 3 s'impose aux autres enfants dont la filiation est ultérieurement établie à l'égard des mêmes parents ».

3. Depuis le dépôt de la proposition à l'examen, le 9 juin 2015, la Cour constitutionnelle a rendu un nouvel arrêt en cette matière, l'arrêt n° 94/2015 du 25 juin 2015, relatif à des inconstitutionnalités contenues dans les articles 343, § 1^{er}, b), 348-3 et 348-11 du Code civil :

« B.4.1. Il ressort des motifs de la décision de renvoi et du libellé de la question préjudicielle que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 343, § 1^{er}, b), du Code civil avec les articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ce que, en exigeant que la demande en adoption soit introduite durant la vie en commun, cette disposition législative empêche l'homme qui, de façon permanente et affective, a vécu plus de trois ans avec la mère adoptive d'un enfant et avec celui-ci, sans être l'époux ou le cohabitant légal de cette femme, de demander l'adoption simple de cet enfant en qualité de cohabitant.

B.4.2. Il ressort des motifs de la décision de renvoi et du dossier sur lequel elle repose que la juridiction qui interroge la Cour est saisie d'une demande en adoption simple introduite par un homme qui a formé un couple avec la mère adoptive d'un enfant durant près de dix ans, période durant laquelle l'enfant est né.

Il apparaît aussi que celui-ci, né à l'étranger de père inconnu et abandonné par sa mère biologique, n'a pas de père légal et qu'il a, dès son arrivée sur le territoire du Royaume, quelques mois après sa naissance, vécu au sein du ménage formé par sa mère adoptive et le demandeur en adoption, même si la cohabitation officielle de ces derniers n'a débuté que près de deux mois après cette arrivée et plus de six mois après l'établissement de l'acte d'adoption. Il apparaît, en outre, qu'il existe entre le demandeur en adoption et l'enfant une relation de fait durable d'un point de vue tant moral que matériel, que le choix de l'adoption simple est motivé par le souhait de ne pas substituer le nom du demandeur en adoption au nom de la mère adoptive, et que la mère adoptive est d'accord avec l'adoption pour autant que l'adoption ne modifie pas son lien avec l'enfant.

La Cour répond à la question préjudicielle en tenant compte de cette situation particulière.

[...]

B.6. Il ressort de la disposition en cause que l'homme qui, de façon permanente et affective, a vécu plus de trois ans avec la mère adoptive d'un enfant et avec celui-ci, sans être l'époux de cette femme ou lié à elle par une cohabitation légale, ne peut plus demander l'adoption de cet enfant, en qualité de cohabitant, lorsque la vie commune a pris fin, même si l'enfant est né alors que cet homme et cette femme formaient un couple, et même si la relation de fait entre cet homme et cet enfant a, depuis l'accueil de l'enfant par sa mère adoptive, toujours été celle d'un père et de son enfant.

[...]

B.7.2. La disposition en cause a, dès lors, pour objectif de permettre l'adoption conjointe par deux personnes non mariées ainsi que l'adoption de l'enfant de la personne avec laquelle le demandeur en adoption cohabite.

La condition relative à l'existence d'une vie commune au moment de la demande en adoption est justifiée par l'« intérêt » de l'enfant adopté – qui « a déjà vécu un déracinement » – d'aboutir dans « une famille, au sens commun du terme », considérée par le législateur comme un « environnement stable » pour l'enfant.

B.8. Selon l'article 22*bis*, alinéa 4, de la Constitution et l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'intérêt de l'enfant doit constituer la considération 'primordiale' pour toute décision le concernant.

B.9.1. La disposition en cause empêche l'ancien partenaire de la mère de l'enfant de donner à la relation de fait durable décrite en B.6 des effets consacrant officiellement les engagements que cet homme souhaite prendre à l'égard de cet enfant.

B.9.2. Dans cette mesure, cette disposition a des effets disproportionnés par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur, lequel est dicté, comme il est dit en B.7.2, par la considération qu'il est dans l'intérêt de l'enfant – qui 'a déjà vécu un déracinement' – qu'il soit accueilli dans un 'environnement stable'.

Dans le cas d'une relation de fait durable entre un enfant et l'ancien partenaire de sa mère, l'adoption de cet enfant par cet homme, dès lors que les liens juridiques entre l'enfant et sa famille d'origine restent maintenus, n'aurait pour effet ni que l'enfant vive un déracinement, ni qu'il soit élevé dans un environnement devant être considéré, par définition, comme instable. Une telle adoption pourrait au contraire généralement contribuer à la stabilité de l'environnement dans lequel l'enfant grandit et confirmer juridiquement les rapports de fait existant au sein de cet environnement.

B.10.1. En ce que la disposition en cause ne permet pas l'adoption d'un enfant dans les circonstances définies en B.4.2, elle n'est pas compatible avec l'article 22*bis*, alinéa 4, de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

[...]

B.17. La Cour est invitée à statuer sur la compatibilité des articles 348-3 et 348-11 du Code civil avec les articles 10, 11, 22 et 22*bis* de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que ces dispositions législatives empêchent le tribunal de prononcer l'adoption sans le consentement de la mère de l'enfant dans les circonstances suivantes :

- la mère a, avec la femme qui introduit la demande en adoption simple, signé une convention conformément à l'article 7 de la loi du 6 juillet 2007 'relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes' ;

- la mère de l'enfant et cette femme avaient au moins eu une relation affective au moment de la naissance de l'enfant et se sont ensuite mariées ;

- la mère ne s'est pas désintéressée de l'enfant et n'en a pas compromis la santé, la sécurité ou la moralité ;

- la mère de l'enfant et la femme qui en demande l'adoption simple étaient mariées au moment de l'introduction de la demande en adoption ;

- il existe un lien familial effectif entre l'enfant et la demanderesse en adoption qui a continué à exister après la séparation des épouses, entre autres par un accord sur le droit de visite ratifié par le juge de paix.

La Cour limite l'examen de la question à cette situation.

[...]

B.20.3. Le législateur a pris de nombreuses mesures législatives en exécution de l'article 3.2 de la Convention relative aux droits de l'enfant [...].

B.20.4. Ces mesures législatives ne permettent toutefois pas qu'un enfant qui se trouve dans la situation décrite en B.17 puisse voir consacrer juridiquement son droit à la protection et au bien-être lié à l'établissement d'un second lien de filiation alors que la

personne qui souhaite établir ce lien est associée au projet parental conçu avec la personne à l'égard de laquelle le premier lien de filiation est établi.

[...]

B.23. L'intérêt potentiel de l'enfant à bénéficier d'un double lien de filiation juridique l'emporte en principe sur le droit de la mère de refuser son consentement à l'adoption par la femme avec laquelle elle était mariée, qui avait conçu avec elle un projet parental avant la naissance de l'enfant et avait poursuivi sa réalisation après celle-ci, dans le cadre d'une procédure d'adoption.

L'enfant qui fait l'objet d'une adoption simple ne cesse pas d'appartenir à sa famille d'origine. En conséquence, la mesure qui érige le refus du consentement de la mère en fin de non-recevoir, sauf si la mère s'est désintéressée de l'enfant ou en a compromis la santé, la sécurité ou la moralité, et qui ne laisse donc au juge aucune possibilité de tenir compte de l'intérêt de l'enfant pour apprécier, le cas échéant, le caractère abusif du refus de ce consentement, n'est pas raisonnablement justifiée et n'est dès lors pas compatible avec les articles 22 et 22bis de la Constitution ».

Interrogée sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de prendre également cet arrêt en compte, la déléguée du Président de la Chambre a indiqué que des amendements ont été rédigés, qui sont en cours de dépôt :

« Amendement n°1

Remplacer l'article 2 de la proposition par la disposition suivante.

‘Art. 2

Dans l'article 348-11 du même code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013, l'alinéa 2 est supprimé’.

Justification

L'article 348-11 du Code civil empêche dans une série de circonstances, le tribunal de prononcer l'adoption sans le consentement de la mère de l'enfant. Dans son arrêt du 25 juin 2015, en réponse à une question préjudicielle, la Cour Constitutionnelle a estimé que cette mesure qui érige le refus du consentement de la mère en fin de non-recevoir, sauf si la mère s'est désintéressée de l'enfant ou en a compromis la santé, la sécurité ou la moralité, et qui ne donne donc au juge aucune possibilité de tenir compte de l'intérêt de l'enfant pour apprécier, le cas échéant, le caractère abusif du refus de ce consentement, n'est pas raisonnablement justifié et dès lors pas compatible avec les articles 22 et 22bis de la Constitution.

Dans un arrêt précédent (n° 93/2012, du 12 juillet 2012) la Cour avait déjà souligné l'existence de cette violation dans les cas d'adoption plénière de l'enfant de son conjoint ou cohabitant. Ce nouvel arrêt est plus général car il condamne l'absence de possibilité pour le juge de tenir compte de l'intérêt de l'enfant en cas de refus de la mère quelque soit le type d'adoption. L'article 2 de la proposition est donc modifié dans ce sens ».

« Amendement n°2

Ajouter un nouvel article

‘Art. 3bis (nouveau)

Dans l'article 353-14 du Code civil, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

'Lorsqu'une personne adopte l'enfant ou l'enfant adoptif de son conjoint, cohabitant, ancien conjoint ou ancien cohabitant, l'adoptant et son conjoint ou cohabitant sont tous deux tenus de lui fournir des aliments conformément à l'article 203. Les articles 203*bis* et 203*quater* sont applicables par analogie'.

Justification

L'article 353-14 fixe les règles en matière d'aliments entre l'adopté et le(s) adoptant(s).

Il est modifié pour tenir compte de la possibilité donnée par la proposition à l'adoptant d'adopter l'enfant de son ex-conjoint ou ex-cohabitant ».

L'amendement n° 1 permet de lever l'inconstitutionnalité dénoncée par la Cour. Sa portée est toutefois considérablement plus importante puisque, contrairement à ce que prévoit l'article 348-11, alinéa 3, proposé par la proposition initiale, qui ne concerne que « la situation visée par l'article 356-1, alinéa 3 », du Code civil, tel que complété par l'article 4 de la proposition², l'article 348-11, alinéa unique, qui résulterait de l'amendement, aura une portée tout à fait générale et en outre indifférente à l'identité de l'auteur du refus.

Il appartient au législateur de prendre attitude sur ce point dans le respect des obligations internationales de la Belgique en la matière.

Indépendamment de ce qui précède, au regard de l'article 22*bis* de la Constitution tel qu'interprété par la Cour constitutionnelle notamment dans les arrêts précités, il paraît adéquat de compléter l'article 348-11, alinéa 1^{er} (devenant alinéa unique selon l'amendement), du Code civil de manière à faire apparaître que l'abus dont il est question à la fin de cette disposition couvre les hypothèses où le refus de consentement à l'adoption serait contraire à l'intérêt de l'enfant.

B. INSERTION CORRECTE DES MODIFICATIONS APPORTÉES AU CODE CIVIL

4. Selon les développements de la proposition, l'article 346-2 du Code civil n'est pas modifié car il convient de maintenir l'enquête sociale. Comme en convient toutefois la déléguée du Président de la Chambre, la sécurité juridique serait davantage assurée si cela était précisé à l'article 348-11, alinéa 3, proposé, d'autant que l'alinéa 2 de cette disposition requiert une enquête sociale.

² L'article 356-1, alinéa 3, du Code civil, tel que complété par l'article 4 de la proposition, serait rédigé comme suit : « Toutefois, l'enfant ou l'enfant adoptif du conjoint, cohabitant, ancien conjoint ou ancien cohabitant, même décédé, de l'adoptant ne cesse pas d'appartenir à la famille de ce conjoint, cohabitant, ancien conjoint ou ancien cohabitant. Si ce dernier vit encore, l'autorité parentale sur l'adopté est exercée conjointement par l'adoptant et ce conjoint, cohabitant, ancien conjoint ou ancien cohabitant ».

5. Comme en convient la déléguée du Président de la Chambre, d'autres dispositions du Code civil, notamment l'article 353-1 relatif à l'attribution du nom en cas d'adoption simple, voire l'article 353-14 relatif aux obligations alimentaires, devraient être modifiées dans le sens envisagé par les articles 3 et 4 de la proposition. C'est d'ailleurs ce que fait l'amendement n° 2 communiqué par la déléguée du Président de la Chambre, s'agissant de l'article 353-14.

C. LA DÉTERMINATION DU NOM DE L'ADOPTÉ

6. Les actuels articles 353-1 à 353-3 (pour ce qui concerne l'adoption simple) et 356-2 (pour ce qui concerne l'adoption plénière) du Code civil font reposer la détermination du nom de l'adopté sur le commun accord des personnes à l'égard desquelles la filiation sera établie par le fait de l'adoption, ou subsistera en dépit de cette adoption. Ces dispositions ne contiennent pas de règles permettant, à titre subsidiaire, d'attribuer un nom à l'adopté en cas de désaccord entre les personnes concernées.

L'exposé des motifs du projet de loi qui se trouve à l'origine de la loi du 8 mai 2014 'modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté' énonçait sur ce point :

« Puisque l'accord sur le nom constitue, conformément à l'article 1231-3 du Code judiciaire, un prérequis à l'adoption et que le jugement qui la prononce doit mentionner le nom choisi, il n'y a dès lors pas lieu d'édicter des principes d'attribution du nom au cas où les parents ne s'accorderaient pas ou plus sur ce point »³.

L'article 5 de la proposition remplace l'article 356-2, alinéa 3, du Code civil⁴, tout en ne prévoyant pas davantage que la version actuellement en vigueur de ce texte la manière dont sera arbitré un éventuel désaccord entre les parties quant au nom de l'adopté. La proposition laisse pour le surplus inchangées les dispositions du Code civil, ci-avant mentionnées, qui régissent la détermination du nom en cas d'adoption simple.

La section de législation observe toutefois que, dans sa mise en œuvre, le nouveau dispositif de l'article 348-11 pourrait aboutir à multiplier les hypothèses où l'adoption elle-même interviendra, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, sans le consentement de la personne à l'égard de laquelle la filiation demeurera par ailleurs établie. Or, il est douteux qu'en pareille hypothèse, un accord existe malgré tout entre les personnes concernées sur le nom donné à l'adopté. La section de législation se demande dès lors s'il ne serait pas indiqué de prévoir, dans le respect des principes énoncés sur ce point par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 2/2016 du 14 janvier 2016, un régime juridique d'attribution du nom à l'adopté en cas de désaccord des parties.

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 53-3145/1, p. 17.

⁴ À l'alinéa 3 de l'article 356-2 du Code civil, proposé par l'article 5, dans un souci d'harmonisation avec dans le texte français les insertions envisagées par les articles 3 et 4 de la proposition, les mots « ex époux » et « ex cohabitant » devraient être chaque fois remplacés par les mots « ancien conjoint » et « ancien cohabitant ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRESINTITULÉ

7. Afin de davantage correspondre au contenu de la proposition et des amendements communiqués, qui ne se limite pas à modifier le seul article 348-11 du Code civil, dans l'intitulé de la proposition de loi, les mots « l'article 348-11 du », seront omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

A. ARRESTEN VAN HET GRONDWETTELIJK HOF

1. Volgens de toelichting bij het voorliggende wetsvoorstel is het de bedoeling dat met het voorstel wordt tegemoetgekomen aan het bezwaar van ongrondwettigheid dat het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 93/2012 van 12 juli 2012 naar voren heeft gebracht in verband met de artikelen 348-3 en 348-11 van het Burgerlijk Wetboek:

“B.1.1. De eerste prejudiciële vraag heeft betrekking op de artikelen 348-3 en 348-11 van het Burgerlijk Wetboek, die bepalen :

‘Art. 348-3. Wanneer de afstamming van een kind, van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid of van een onbekwaamverklaarde ten aanzien van zijn moeder en van zijn vader vaststaat, moeten beiden in de adoptie toestemmen. Indien echter een van hen zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wil te kennen te geven, geen gekende verblijfplaats heeft of vermoedelijk afwezig is, is de toestemming van de andere voldoende.

Wanneer de afstamming van een kind, van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid of van een onbekwaamverklaarde slechts ten aanzien van een van zijn ouders vaststaat, dient enkel deze in de adoptie toe te stemmen’.

‘Art. 348-11. Ingeval een persoon die overeenkomstig de artikelen 348-2 tot 348-7 in de adoptie moet toestemmen, dit weigert te doen, kan de adoptie op verzoek van de adoptant, van de adoptanten of van het openbaar ministerie toch worden uitgesproken indien de rechtbank van oordeel is dat de toestemming op onverantwoorde wijze is geweigerd.

Wanneer evenwel de vader of de moeder van het kind weigert in de adoptie toe te stemmen, kan de rechtbank, behalve wanneer het gaat om een nieuwe adoptie, de adoptie pas uitspreken wanneer na een grondig maatschappelijk onderzoek gebleken is dat deze persoon zich niet meer om het kind heeft bekommerd of de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar heeft gebracht’.

[...]

B.3. De rechter stelt vast dat, voor een vrouw die op het ogenblik van de geboorte van een kind gehuwd is met de moeder van dat kind en die betrokken is bij een mee-ouderschapsproject, de enige manier om een afstammingsband met dat kind in te stellen, erin bestaat dat kind te adopteren, wat kan leiden tot de onmogelijkheid om die band in te stellen wanneer, zoals te dezen, de moeder in de in B.1.2 in herinnering gebrachte omstandigheden weigert met de adoptie in te stemmen.

B.4. Het Hof beperkt het onderzoek van die vragen tot de situatie beschreven in B.1.2.

[...]

B.14. Het mogelijke belang van het kind om het voordeel van een dubbele juridische afstammingsband te genieten, haalt het in beginsel op het recht van de moeder om te weigeren toe te stemmen in de adoptie door de vrouw met wie zij gehuwd was en die met haar een mee-ouderschapsproject had aangegaan vóór de geboorte van het kind en dat project erna had voortgezet, in het kader van een adoptieprocedure.

De vereiste van toestemming waarin is voorzien bij artikel 348-11 van het Burgerlijk Wetboek streeft een wettig doel na, aangezien artikel 356-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek bepaalt dat het kind dat ten volle is geadopteerd, ophoudt tot zijn oorspronkelijke familie te behoren. Het derde lid van artikel 356-1 bepaalt evenwel dat de adoptieve kinderen van de echtgenoot van de adoptant niet ophouden tot de oorspronkelijke familie te behoren. Bijgevolg is de maatregel die de weigering van de moeder om haar toestemming te verlenen instelt als een absolute grond van niet-ontvankelijkheid, behalve indien de moeder zich niet meer om het kind heeft bekommerd of de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar heeft gebracht, en die aan de rechter dus geen enkele mogelijkheid laat om rekening te houden met het belang van het kind om in voorkomend geval het onverantwoorde karakter te beoordelen van de weigering om die toestemming te verlenen, niet redelijk verantwoord en derhalve niet bestaansbaar met de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet.

[...]

B.17. Nu de in B.14 omschreven leemte zich bevindt in de aan het Hof voorgelegde teksten, komt het de verwijzende rechter toe een einde te maken aan de door het Hof vastgestelde ongrondwettigheid, aangezien die vaststelling is uitgedrukt in voldoende precieze en volledige bewoordingen om toe te laten dat de in het geding zijnde bepalingen worden toegepast met inachtneming van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens”.

De aan de kaak gestelde ongrondwettigheid kan worden weggenomen met de wijziging die bij artikel 2 van het voorstel wordt aangebracht in artikel 348-11 van het Burgerlijk Wetboek.

2. Uit het onderzoek blijkt dat het voorstel ook tegemoetkomt aan het bezwaar van ongrondwettigheid dat het Hof in zijn arrest 94/2012 van 12 juli 2012 heeft vastgesteld met betrekking tot de artikelen 343, 356-1 en 356-2 van het Burgerlijk Wetboek:

“B.1. De artikelen 343, 356-1 en 356-2 van het Burgerlijk Wetboek bepalen :

‘Art. 343. § 1. Er wordt verstaan onder :

a) adoptant: een persoon, echtgenoten, of samenwonenden;

b) samenwonenden: twee personen die een verklaring van wettelijke samenwoning hebben afgelegd of twee personen die op een permanente en affectieve wijze samenwonen sedert ten minste drie jaar op het tijdstip van de indiening van het verzoek om adoptie, voor zover zij niet door een band van bloedverwantschap zijn verbonden die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen;

c) kind: een persoon van minder dan achttien jaar.

§ 2. Er bestaan twee vormen van adoptie : de gewone adoptie en de volle adoptie’.

‘Art. 356-1. De volle adoptie verleent aan het kind en zijn afstammelingen een statuut met dezelfde rechten en verplichtingen, als ware het kind geboren uit de adoptant of uit de adoptanten.

Onder voorbehoud van de huwelijksbeletsels omschreven in de artikelen 161 tot 164, houdt het kind dat ten volle is geadopteerd, op tot zijn oorspronkelijke familie te behoren.

Kinderen of adoptieve kinderen van de echtgenoot van de adoptant of van de persoon met wie hij samenwoont, zelfs overleden, houden evenwel niet op te behoren tot de familie van die echtgenoot of van de persoon met wie wordt samengewoond. Indien deze nog in leven is, wordt het ouderlijk gezag over de geadopteerde gezamenlijk uitgeoefend door de adoptant en die echtgenoot of persoon met wie wordt samengewoond’.

‘Art. 356-2. § 1. Door de volle adoptie verkrijgt het kind in plaats van zijn naam die van de adoptant of van de adopterende man.

Volle adoptie door een vrouw van het kind of van het adoptief kind van haar echtgenoot of van de persoon met wie zij samenwoont brengt evenwel geen wijziging mee in de naam van het kind.

§ 2. In geval van gelijktijdige volle adoptie door twee personen van hetzelfde geslacht, verklaren die personen, in onderlinge overeenstemming, voor de rechtbank wie van beiden zijn naam zal geven aan de geadopteerde. Van die verklaring wordt melding gemaakt in het vonnis.

In geval van volle adoptie door een persoon van het kind of het adoptiekind van zijn echtgenoot van hetzelfde geslacht of van de persoon van hetzelfde geslacht met wie hij samenleeft, verklaren de adoptant en laatstgenoemde, in onderlinge overeenstemming, voor de rechtbank wie van beiden zijn naam aan de geadopteerde zal geven. Van die verklaring wordt melding gemaakt in het vonnis.

De door de adoptanten overeenkomstig het eerste en tweede lid gekozen naam geldt ook voor de later door hen geadopteerde kinderen’.

B.2. Het Hof wordt gevraagd of artikel 343, § 1, b), van het Burgerlijk Wetboek bestaanbaar is met de artikelen 10, 11, 22 en 22*bis* van de Grondwet, met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, doordat de voormalige partner van de wettelijke ouder van een minderjarig kind, die gedurende minstens drie jaar vóór de indiening van het verzoek tot adoptie van dat kind op affectieve en permanente wijze heeft samengewoond met die ouder, periode tijdens welke het kind werd geboren, dat kind niet kan adopteren omdat er geen samenwoning meer is op het ogenblik van het neerleggen van het verzoekschrift tot adoptie, terwijl de persoon die op het ogenblik van het indienen van het verzoekschrift sedert ten minste drie jaar op affectieve en permanente wijze samenwoont met de wettelijke ouder van het minderjarige kind dat tijdens die periode van samenwoning is geboren, dat wel kan.

Indien het Hof van oordeel zou zijn dat die vraag bevestigend dient te worden beantwoord, wordt aan het Hof eveneens gevraagd of de artikelen 356-1 en 356-2 van het Burgerlijk Wetboek bestaanbaar zijn met de artikelen 10, 11, 22 en 22*bis* van de Grondwet, met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, doordat ze verhinderen, bij volle adoptie van een minderjarig kind door de voormalige partner van de wettelijke ouder

van dat kind, dat het kind blijft behoren tot zijn oorspronkelijke familie, terwijl dit niet het geval is bij de volle adoptie door een samenwonende partner.

[...]

B.4. Uit de feiten van de zaak die hangende is voor de verwijzende rechter blijkt dat die rechter zich dient uit te spreken over een verzoek tot volle adoptie, uitgaande van de voormalige partner van de wettelijke moeder van de desbetreffende minderjarige kinderen.

Die feiten doen er eveneens van blijken dat de kinderen geen wettelijke vader hebben, dat de biologische vader niet bekend is, dat de kandidaat-adoptante en de wettelijke moeder in het verleden een affectieve relatie hebben gehad die meer dan drie jaar heeft geduurd, tijdens welke de desbetreffende minderjarige kinderen zijn geboren, dat er zowel op moreel als op materieel vlak een duurzame feitelijke ouder-kindrelatie bestaat tussen de kandidaat-adoptante en de kinderen, en dat zowel de wettelijke moeder als de desbetreffende kinderen zich uitdrukkelijk akkoord verklaren met de adoptie.

Het Hof beperkt zijn onderzoek van de gestelde prejudiciële vragen tot de door die elementen bepaalde situatie.

B.5. Uit het in samenhang lezen van de in het geding zijnde bepalingen, zoals geïnterpreteerd door de verwijzende rechter, volgt dat een zogeheten volle 'stiefouderadoptie' met behoud van de juridische banden tussen het desbetreffende kind en zijn oorspronkelijke familie, mogelijk is wanneer de kandidaat-adoptant gehuwd is met de wettelijke ouder, wanneer de kandidaat-adoptant en die ouder een verklaring van wettelijke samenwoning hebben afgelegd, of wanneer de kandidaat-adoptant en die ouder op een permanente en affectieve wijze samenwonen sedert ten minste drie jaar op het tijdstip van de indiening van het verzoek tot adoptie, voor zover zij niet door een band van bloedverwantschap zijn verbonden die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen.

Wanneer de kandidaat-adoptant en de wettelijke ouder niet gehuwd zijn, noch een verklaring van wettelijke samenwoning hebben afgelegd, en op het tijdstip van het indienen van het verzoek tot adoptie niet langer op affectieve wijze samenwonen, is een dergelijke volle 'stiefouderadoptie' niet mogelijk. In die omstandigheden is het, krachtens de in het geding zijnde bepalingen, niet relevant of de kandidaat-adoptant en de wettelijke ouder in het verleden op affectieve wijze hebben samengewoond gedurende ten minste drie jaar, en evenmin of het desbetreffende kind in die periode is geboren en of er steeds een feitelijke ouder-kindrelatie heeft bestaan tussen de kandidaat-adoptant en het kind.

B.6. Het in het geding zijnde verschil in behandeling steunt op een objectief criterium, namelijk de omstandigheid dat de kandidaat-adoptant en de wettelijke ouder op het tijdstip van het indienen van het verzoek tot adoptie al dan niet op affectieve en permanente wijze samenwonen sedert ten minste drie jaar.

[...]

B.7.2. Daaruit blijkt dat de wetgever de gezamenlijke adoptie door twee niet-gehuwde personen - die ten tijde van de inwerkingtreding van de wet van 24 april 2003 nog van ongelijk geslacht dienden te zijn, wat niet meer het geval is sinds de inwerkingtreding van de wet van 18 mei 2006 - mogelijk heeft willen maken, alsmede de adoptie van het kind van de persoon met wie de kandidaat-adoptant samenwoont.

De voorwaarde betreffende het permanente en affectieve samenwonen sedert ten minste drie jaar op het ogenblik van het indienen van het verzoek tot adoptie werd gerechtvaardigd met verwijzing naar het belang van het kind. Volgens de parlementaire voorbereiding is het in het belang van de geadopteerde, die 'reeds uit zijn omgeving is

weggehaald', dat hij terechtkomt in 'een familie, in de algemene betekenis van het woord', die, volgens die voorbereiding, dient te worden beschouwd als een 'stabiel milieu' voor het kind.

B.8. Ofschoon de omstandigheid dat de kandidaat-adoptant en de wettelijke ouder op het ogenblik van het indienen van het verzoek tot adoptie sedert ten minste drie jaar samenwonen, geen zekerheid biedt dat beiden in de toekomst een 'familie, in de algemene betekenis van het woord' zullen blijven vormen, vermocht de wetgever te oordelen dat de duur van een relatie een indicatie vormt voor de stabiliteit ervan. In die zin is het pertinent dat voor personen die hun verbintenissen ten aanzien van elkaar niet juridisch hebben verankerd in een huwelijk of in een verklaring van wettelijke samenwoning, voorwaarden worden gesteld betreffende de duur van hun relatie. Zulke voorwaarden kunnen immers voorkomen dat een kind op lichtzinnige wijze wordt geadopteerd door een persoon die onvoldoende waarborgen biedt voor het vestigen van een duurzame ouder-kindrelatie.

B.9. Er dient evenwel nog te worden onderzocht of het in het geding zijnde verschil in behandeling niet leidt tot onevenredige gevolgen, waarbij in het bijzonder rekening dient te worden gehouden met artikel 22bis van de Grondwet en artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, naar luid waarvan het belang van het kind de eerste overweging dient te zijn bij elke beslissing die het kind aangaat, en in het bijzonder bij adoptiebeslissingen.

[...]

B.12.2. In zoverre de in het geding zijnde bepalingen, zoals gewijzigd bij de wet van 18 mei 2006, de volle « stiefouderadoptie » van een kind, met behoud van de juridische banden tussen dat kind en zijn oorspronkelijke familie, uitsluitend mogelijk maken indien de kandidaat-adoptant gehuwd is met de wettelijke ouder van het desbetreffende kind, met die ouder een verklaring van wettelijke samenwoning heeft afgelegd, of op permanente en affectieve wijze met die laatste samenwoont sedert ten minste drie jaar op het ogenblik van het indienen van het verzoek tot adoptie, verhinderen zij de voormalige partner van de wettelijke ouder van het kind om aan de duurzame feitelijke ouder-kindrelatie die in voorkomend geval bestaat tussen die persoon en het kind, gevolgen te verbinden die de verbintenissen die die persoon bereid is aan te gaan ten aanzien van dat kind, juridisch verankeren, en dit zolang de wetgever niet voorziet in andere procedures.

B.12.3. In die mate hebben de in het geding zijnde bepalingen gevolgen die onevenredig zijn ten aanzien van het door de wetgever nagestreefde doel, dat, zoals in herinnering is gebracht in B.7.2, mede is ingegeven door de overweging dat het in het belang is van het kind - dat 'reeds uit zijn omgeving is weggehaald' - dat het wordt opgevangen in een 'stabiel milieu'. In de gevallen waarin de feitelijke ouder-kindrelatie tussen een kind en de voormalige partner van zijn wettelijke ouder duurzaam vaststaat, zou de adoptie van dat kind door de voormalige partner, in zoverre de juridische banden tussen het kind en zijn oorspronkelijke familie behouden blijven, noch met zich meebrengen dat het kind uit zijn omgeving wordt weggehaald, noch dat het zou worden opgevoed in een milieu dat per definitie dient te worden beschouwd als instabiel. Zulk een adoptie zou integendeel doorgaans kunnen bijdragen tot de stabiliteit van het milieu waarin het kind opgroeit en de bestaande feitelijke verhoudingen binnen dat milieu juridisch kunnen bekrachtigen.

B.13.1. In zoverre de in het geding zijnde bepalingen niet erin voorzien dat een minderjarig kind, in de in B.4 omschreven omstandigheden, ten volle kan worden geadopteerd door de voormalige partner van de wettelijke ouder van dat kind, met behoud van de juridische banden tussen het kind en zijn oorspronkelijke familie en met toepassing van de in artikel 356-2, § 2, tweede en derde lid, van het Burgerlijk Wetboek vervatte

bepalingen betreffende de naam van het kind, zijn zij niet bestaanbaar met de artikelen 10, 11 en 22bis van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind”.

Sinds dat arrest zijn de artikelen 343 en 356-1 weliswaar ongewijzigd gebleven, maar is artikel 356-2 vervangen bij artikel 10 van de wet van 8 mei 2014 ‘tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde’, en vervolgens gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 18 december 2014 ‘tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Wetboek van internationaal privaatrecht, het Consulaire Wetboek, de wet van 5 mei 2014 houdende de vaststelling van de afstamming van de meemoeder en de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde’.¹ Die wijzigingen sloegen echter, zoals het opschrift van de wetten aangeeft, op de naamsoverdracht in het geval van volle adoptie, terwijl het arrest van het Grondwettelijk Hof daar niet over ging.

De aan de kaak gestelde ongrondwettigheid kan worden weggenomen met de wijzigingen die de artikelen 3 tot 5 van het voorstel aanbrengen in de artikelen 353-9, 356-1 en 356-2 van het Burgerlijk Wetboek.

3. Na de indiening van het voorliggende voorstel op 9 juni 2015, heeft het Grondwettelijk Hof nog een nieuw arrest ter zake gewezen: arrest nr. 94/2015 van 25 juni 2015, in verband met de ongrondwettigheden die zijn vervat in de artikelen 343, § 1, b), 348-3 en 348-11 van het Burgerlijk Wetboek:

“B.4.1. Uit de motieven van de verwijzingsbeslissing en uit de bewoordingen van de prejudiciële vraag blijkt dat het Hof wordt verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van artikel 343, § 1, b), van het Burgerlijk Wetboek met de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, in zoverre die wetsbepaling, door te vereisen dat het verzoek tot adoptie moet worden ingediend tijdens het samenleven, de man die meer dan drie jaar op permanente en affectieve wijze heeft samengeleefd met de adoptiemoeder van een kind en met dat kind, zonder de echtgenoot of de wettelijk samenwonende van die vrouw te zijn, verhindert om als samenwonende om de gewone adoptie van dat kind te verzoeken.

B.4.2. Uit de motieven van de verwijzingsbeslissing en uit het dossier waarop zij berust, blijkt dat bij het rechtscollege dat aan het Hof een vraag stelt, een verzoek tot

¹ Voortaan luidt artikel 356-2 als volgt:

“Door de volle adoptie verkrijgt het kind in plaats van zijn naam, die van de adoptant.

In geval van gelijktijdige volle adoptie door twee echtgenoten of samenwonenden, verklaren deze voor de rechtbank dat de geadopteerde ofwel de naam van een van de adoptanten zal dragen, ofwel één die samengesteld is uit hun twee namen, in de door hen gekozen volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen.

In geval van volle adoptie van het kind of van het adoptief kind van een echtgenoot of samenwonende, verklaren deze voor de rechtbank dat de geadopteerde ofwel de naam van de echtgenoot of samenwonende, ofwel de naam van de adoptant zal dragen, ofwel één die samengesteld is uit hun twee namen, in de door hen gekozen volgorde met niet meer dan één naam voor elk van hen.

Het vonnis maakt melding van de verklaring waarmee de adoptanten hun in het tweede en derde lid bedoelde keuze te kennen geven.

De door de adoptanten overeenkomstig het tweede en derde lid gekozen naam geldt ook voor de andere kinderen wier afstamming later ten aanzien van dezelfde ouders komt vast te staan.”.

gewone adoptie aanhangig is gemaakt dat is ingediend door een man die met de adoptiemoeder van een kind een paar heeft gevormd gedurende bijna tien jaar, periode waarin het kind is geboren.

Het blijkt ook dat dat kind, dat in het buitenland is geboren, wiens vader onbekend is en dat door zijn biologische moeder is verlaten, geen wettelijke vader heeft en dat het, vanaf zijn aankomst op het grondgebied van het Koninkrijk, enkele maanden na zijn geboorte, binnen het door zijn adoptiemoeder en de verzoeker tot adoptie gevormde gezin heeft geleefd, ook al is de officiële samenwoning van die laatstgenoemden pas bijna twee maanden na die aankomst en meer dan zes maanden na het opmaken van de adoptieakte begonnen. Bovendien blijkt dat er tussen de verzoeker tot adoptie en het kind een duurzame feitelijke relatie vanuit zowel moreel als materieel oogpunt bestaat, dat de keuze voor de gewone adoptie wordt ingegeven door de wens om de naam van de adoptiemoeder niet te vervangen door de naam van de verzoeker tot adoptie, en dat de adoptiemoeder instemt met de adoptie voor zover de adoptie haar band met het kind niet wijzigt.

Het Hof beantwoordt de prejudiciële vraag door rekening te houden met die bijzondere situatie.

[...]

B.6. Uit de in het geding zijnde bepaling blijkt dat de man die meer dan drie jaar op permanente en affectieve wijze heeft samengeleefd met de adoptiemoeder van een kind en met dat kind, zonder de echtgenoot van die vrouw te zijn of door een wettelijke samenwoning met haar verbonden te zijn, als samenwonende niet langer om de adoptie van dat kind kan verzoeken wanneer het samenleven is beëindigd, ook al is het kind geboren terwijl die man en die vrouw een paar vormden, en ook al is de feitelijke relatie tussen die man en dat kind sedert de opvang van het kind door zijn adoptiemoeder steeds die van een vader en zijn kind geweest.

[...]

B.7.2. De in het geding zijnde bepaling heeft dan ook tot doel de gezamenlijke adoptie door twee niet-gehuwde personen en de adoptie van het kind van de persoon met wie de verzoeker tot adoptie samenwoont, mogelijk te maken.

De voorwaarde betreffende het bestaan van een samenwoning op het ogenblik van het verzoek tot adoptie wordt verantwoord door het 'belang' van het geadopteerde kind - dat 'reeds uit zijn omgeving is weggehaald' - om terecht te komen in 'een familie, in de algemene betekenis van het woord', die door de wetgever als een 'stabiel milieu' voor het kind wordt beschouwd.

B.8. Volgens artikel 22*bis*, vierde lid, van de Grondwet en artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind dient het belang van het kind de 'eerste' overweging te zijn bij elke beslissing die het kind aangaat.

B.9.1. De in het geding zijnde bepaling verhindert de voormalige partner van de moeder van het kind om aan de in B.6 beschreven duurzame feitelijke relatie gevolgen te verlenen die de verbintenissen die die man ten aanzien van dat kind wenst aan te gaan, officieel verankeren.

B.9.2. In die mate heeft die bepaling gevolgen die onevenredig zijn ten aanzien van het door de wetgever nagestreefde doel, dat, zoals is vermeld in B.7.2, mede is ingegeven door de overweging dat het in het belang is van het kind - dat 'reeds uit zijn omgeving is weggehaald' - dat het wordt opgevangen in een 'stabiel milieu'.

In het geval van een duurzame feitelijke relatie tussen een kind en de voormalige partner van zijn moeder, zou de adoptie van dat kind door die man, in zoverre de

juridische banden tussen het kind en zijn oorspronkelijke familie behouden blijven, noch met zich meebrengen dat het kind uit zijn omgeving wordt weggehaald, noch dat het zou worden opgevoed in een milieu dat per definitie dient te worden beschouwd als instabiel. Een dergelijke adoptie zou integendeel doorgaans kunnen bijdragen tot de stabiliteit van het milieu waarin het kind opgroeit en de bestaande feitelijke verhoudingen binnen dat milieu juridisch kunnen bekrachtigen.

B.10.1. In zoverre de in het geding zijnde bepaling de adoptie van een kind in de in B.4.2 omschreven omstandigheden niet mogelijk maakt, is zij niet bestaanbaar met artikel 22*bis*, vierde lid, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

[...]

B.17. Het Hof wordt verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van de artikelen 348-3 en 348-11 van het Burgerlijk Wetboek met de artikelen 10, 11, 22 en 22*bis* van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre die wetsbepalingen de rechtbank verhinderen om de adoptie zonder de toestemming van de moeder van het kind uit te spreken in de volgende omstandigheden :

- de moeder heeft, met de vrouw die het verzoek tot gewone adoptie indient, een overeenkomst ondertekend overeenkomstig artikel 7 van de wet van 6 juli 2007 'betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten';

- de moeder van het kind en die vrouw hadden minstens een affectieve relatie gehad op het ogenblik van de geboorte van het kind en zijn nadien in het huwelijk getreden;

- de moeder heeft zich om het kind bekommerd en heeft de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind niet in gevaar gebracht;

- de moeder van het kind en de vrouw die om de gewone adoptie van het kind verzoekt, waren gehuwd op het ogenblik van het indienen van het verzoek tot adoptie;

- er bestaat een daadwerkelijke familiale band tussen het kind en de verzoekster tot adoptie die is blijven bestaan na de scheiding van de echtgenotes, onder meer door een akkoord over het omgangsrecht dat door de vrederechter is bekrachtigd.

Het Hof beperkt het onderzoek van de vraag tot die situatie.

[...]

B.20.3. De wetgever heeft tal van wettelijke maatregelen genomen ter uitvoering van artikel 3, lid 2, van het Verdrag inzake de rechten van het kind (...).

B.20.4. Die wettelijke maatregelen maken het echter niet mogelijk dat een kind dat zich in de in B.17 beschreven situatie bevindt, zijn recht op bescherming en welzijn dat verbonden is aan de instelling van een tweede afstammingsband, juridisch bekrachtigd kan zien, terwijl de persoon die die band wenst in te stellen, betrokken is bij de kindervens die werd gekoesterd met de persoon ten aanzien van wie de eerste afstammingsband vaststaat.

[...]

B.23. Het mogelijke belang van het kind om het voordeel van een dubbele juridische afstammingsband te genieten, haalt het in beginsel op het recht van de moeder om te weigeren toe te stemmen in de adoptie door de vrouw met wie zij gehuwd was en

die met haar een kinderwens had gekoesterd vóór de geboorte van het kind en de invulling ervan erna had voortgezet, in het kader van een adoptieprocedure.

Het kind dat het voorwerp van een gewone adoptie uitmaakt, houdt niet op tot zijn oorspronkelijke familie te behoren. Bijgevolg is de maatregel die de weigering van de moeder om haar toestemming te verlenen instelt als een grond van niet-ontvankelijkheid, behalve indien de moeder zich niet meer om het kind heeft bekommerd of de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar heeft gebracht, en die aan de rechter dus geen enkele mogelijkheid laat om rekening te houden met het belang van het kind om in voorkomend geval het onverantwoorde karakter te beoordelen van de weigering om die toestemming te verlenen, niet redelijk verantwoord en derhalve niet bestaanbaar met de artikelen 22 en 22bis van de Grondwet”.

Op de vraag of ook niet met dat arrest rekening zou moeten worden gehouden, heeft de gemachtigde van de Kamervoorzitter geantwoord dat amendementen zijn geschreven die thans worden ingediend:

“Amendement nr. 1

Artikel 2 van het voorstel vervangen door de volgende bepaling.

‘Art. 2

In artikel 348-11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013 wordt het tweede lid geschrapt.

Verantwoording

Artikel 348-11 van het Burgerlijk Wetboek verhindert de rechtbank, in een bepaald aantal omstandigheden, om de adoptie uit te spreken zonder de toestemming van de moeder van het kind. In een arrest van 25 juni 2015, na een prejudiciële vraag, was het Grondwettelijk Hof van mening dat deze maatregel, die de weigering van de instemming van de moeder opwerpt als middel van niet-ontvankelijkheid, behalve als de moeder zich niet meer om het kind heeft bekommerd of de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar heeft gebracht, en die de rechter geen enkele mogelijkheid biedt om rekening te houden met het belang van het kind om, in voorkomend geval, het onrechtmatige karakter van deze weigering van toestemming van de moeder te kunnen beoordelen, niet redelijk gerechtvaardigd is en dan ook de artikelen 22 en 22bis van de grondwet schendt.

Het Hof benadrukte deze schending reeds in een vorig arrest (nr. 93/2012 van 12 juli 2012) bij volle adoptie door de echtgenoot of de samenwonende. Het nieuwe arrest is algemener door het veroordelen van de onmogelijkheid voor de rechter om rekening te houden met het belang van het kind bij weigering van de moeder, ongeacht het type adoptie. Daarom amenderen wij artikel 2 van dit wetvoorstel”.

“Amendement nr. 2

Een nieuw artikel invoegen

‘Art. 3bis (nieuw)

In artikel 353-14 van het Burgerlijk wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, wordt het vierde lid vervangen als volgt:

‘Ingeval een persoon het kind of het adoptief kind van zijn echtgenoot, zijn ex-echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont of samenwoonde, adopteert, zijn zowel de adoptant als zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont hem overeenkomstig artikel 203 levensonderhoud verschuldigd. Artikel 203bis en 203quater zijn van overeenkomstige toepassing’.

Verantwoording

Artikel 353-14 legt de regels vast over het onderhoudsgeld voor de geadopteerde en de adoptant(en).

Dit artikel wordt gewijzigd om rekening te houden met de mogelijkheid geboden door dit wetsvoorstel aan de adoptant om een kind te adopteren van zijn ex-echtgenoot of ex-samenwonende”.

Middels amendement nr. 1 kan de ongrondwettigheid die door het Hof aan de kaak gesteld is, worden weggenomen. De draagwijdte van dat amendement is evenwel aanzienlijk groter. Immers, in tegenstelling tot wat bepaald wordt in het artikel 348-11, derde lid, dat is voorgesteld in het oorspronkelijke voorstel en alleen betrekking heeft op “de situatie bedoeld in artikel 356-1, derde lid,” van het Burgerlijk Wetboek, zoals aangevuld bij artikel 4 van het voorstel,² zal artikel 348-11, enig lid, zoals dat zou voortvloeien uit het amendement, een volstrekt algemene strekking hebben en daarenboven geen rekening houden met de identiteit van de persoon die weigert.

De wetgever dient ter zake een standpunt in te nemen met inachtneming van de internationale verplichtingen die België op dat vlak heeft.

Los van het bovenstaande lijkt het - in het licht van artikel 22bis van de Grondwet, zoals het Grondwettelijk Hof het inzonderheid in de voornoemde arresten heeft geïnterpreteerd - wenselijk om artikel 348-11, eerste lid (dat ten gevolge van het amendement het enige lid wordt), van het Burgerlijk Wetboek dusdanig aan te vullen dat eruit blijkt dat de onverantwoorde wijze waarvan sprake is aan het einde van die bepaling, de gevallen betreft waarin de weigering tot toestemming in de adoptie het belang van het kind zou schaden.

B. CORRECTE INVOEGING VAN DE WIJZIGINGEN AANGEBRACHT IN HET BURGERLIJK WETBOEK

4. Volgens de toelichting bij het voorstel wordt artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek niet gewijzigd omdat het maatschappelijk onderzoek behouden dient te blijven. De

² Artikel 356-1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals aangevuld bij artikel 4 van het voorstel, zou luiden als volgt: “Kinderen of adoptieve kinderen van de, zelfs overleden, echtgenoot of samenwonende partner, dan wel gewezen echtgenoot of samenwonende partner van de adoptant, houden evenwel niet op te behoren tot de familie van die echtgenoot of samenwonende partner, dan wel gewezen echtgenoot of samenwonende partner. Indien deze nog in leven is, wordt het ouderlijk gezag over de geadopteerde gezamenlijk uitgeoefend door de adoptant en die echtgenoot of samenwonende partner, dan wel gewezen echtgenoot of samenwonende partner.”

gemachtigde van de Kamervoorzitter is het er echter mee eens dat de rechtszekerheid beter gewaarborgd zou zijn indien dat zou worden gepreciseerd in het voorgestelde artikel 348-11, derde lid, temeer daar krachtens het tweede lid van die bepaling een maatschappelijk onderzoek vereist is.

5. De gemachtigde van de Kamervoorzitter is het ermee eens dat andere bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, met name artikel 353-1 met betrekking tot de naamstoekenning bij een gewone adoptie en ook artikel 353-14 met betrekking tot de onderhoudsverplichtingen, zouden moeten worden gewijzigd in de zin van de wijzigingen aangebracht bij de artikelen 3 en 4 van het voorstel. Dat is trouwens wat met betrekking tot artikel 353-14 wordt bewerkstelligd bij amendement nr. 2 dat door de gemachtigde van de Kamervoorzitter is overgezonden.

C. VASTSTELLING VAN DE NAAM VAN DE GEADOpteERDE

6. Volgens de huidige artikelen 353-1 tot 353-3 (voor de gewone adoptie) en 356-2 (voor de volle adoptie) van het Burgerlijk Wetboek wordt de naam van de geadopteerde in onderlinge overeenstemming vastgesteld door de personen ten aanzien van wie de afstamming vaststaat door de adoptie of ondanks die adoptie blijft bestaan. Die bepalingen regelen niet hoe, in ondergeschikte orde, een naam aan de geadopteerde wordt toegekend wanneer de betrokken personen geen overeenstemming bereiken.

In de memorie van toelichting van het wetsontwerp waaruit de wet van 8 mei 2014 ‘tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde’ is voortgekomen, stond daarover het volgende:

“Aangezien de eensgezindheid over de naam, krachtens artikel 1231.3 van het Gerechtelijk Wetboek, een voorafgaande vereiste is voor adoptie, en in het adoptievonniss melding moet worden gemaakt van de gekozen naam, mogen derhalve geen beginselen inzake naamstoekenning worden vastgesteld wanneer de ouders het daarover oneens of niet langer eens zouden zijn”.³

Artikel 5 van het voorstel vervangt artikel 356-2, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek,⁴ maar bepaalt net zomin als de thans geldende tekst hoe eventuele onenigheid tussen de partijen over de naam van de geadopteerde wordt beslecht. Het voorstel verandert daarenboven niets aan de hierboven vermelde bepalingen van het Burgerlijk Wetboek die regelen hoe de naam bij een gewone adoptie wordt vastgesteld.

De afdeling Wetgeving merkt evenwel op dat de tenuitvoerlegging van het nieuwe dispositief van artikel 348-11 kan leiden tot een toename van de gevallen waarin de adoptie zelf in het belang van het kind zal plaatsvinden zonder instemming van de persoon ten aanzien van

³ *Parl.St.* Kamer 2013-14, nr. 53-3145/001, 17.

⁴ Ten behoeve van de overeenstemming met de termen die de artikelen 3 en 4 van het voorstel beogen in te voegen, zouden de woorden “ex époux” en “ex cohabitant” in de Franse tekst van het derde lid van artikel 356-2 van het Burgerlijk Wetboek, voorgesteld bij artikel 5, moeten worden vervangen door de woorden “ancien conjoint” en “ancien cohabitant”.

wie de afstamming voor het overige vast blijft staan. Het valt echter te betwijfelen dat de betrokken personen het in een dergelijk geval ondanks alles eens zijn over de naam die aan de geadopteerde wordt gegeven. De afdeling Wetgeving vraagt zich derhalve af of het niet beter zou zijn om, met inachtneming van de beginselen die het Grondwettelijk Hof dienaangaande formuleert in zijn arrest nr. 2/2016 van 14 januari 2016, te voorzien in een juridische regeling voor het verlenen van de naam aan de geadopteerde wanneer de partijen het niet eens zijn met elkaar.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

7. De woorden “artikel 348-11 van” moeten uit het opschrift van het wetsvoorstel worden weggelaten zodat het opschrift beter overeenstemt met de inhoud van het voorstel en van de overgezonden amendementen, die niet beperkt is tot de wijziging van artikel 348-11 van het Burgerlijk Wetboek.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT